



Envoyé en préfecture le 05/04/2023

Reçu en préfecture le 05/04/2023

Publié le 07.04.23

ID : 026-200040459-20230329-2023_03_29_600-DE



Montélimar Agglomération

Service Public de l'eau potable

Rapport de présentation pour le
choix du mode de gestion
et caractéristiques du futur contrat

Février 2023

- 1. Présentation des services actuels**
- 2. Présentation des modes de gestion**
- 3. Comparaison des modes de gestion envisageables**
- 4. Proposition de choix du futur mode de gestion**
- 5. Proposition de caractéristiques du futur contrat**

Envoyé en préfecture le 05/04/2023

Reçu en préfecture le 05/04/2023

Publié le



ID : 026-200040459-20230329-2023_03_29_600-DE

1. Présentation des services actuels

Caractérisation des services actuels

	ALLAN	ANCONE	CHATEAUNEUF du R	PORTES EN VALDAINE
<div>Production</div>	3 sources Biscarat, Chaînette, Fracontal Nord et Sud	1 achat d'eau à Montélimar	1 captage Puits de l'Isle 2 achats d'eau à Montélimar	5 sources Julie, Pissoulière – Roinac, Razai, Toscan (secours) Citadelle
<div>Stockage</div>	5 réservoirs : - Les Pré-Neufs (2x250m3) - Vieil Allan (300 m3) - Le Sastre (200 m3) - Chanteperdrix (200 m3) - Le Morginas (2x15m3) 2 surpresseurs : Pré-Neufs et Canteperdrix et 1 accélérateur	Sans objet	2 réservoirs : - Route de Donzère (2x500 m³) - Navon (20 m³) 2 surpresseurs : Lacroix et Bondevin + bâche (7m³)	2 réservoirs : - Village (300+200m³) - Citadelle (5,5 m³)
<div>Réseau de distribution</div>	50,3 Km de réseaux 13 compteurs généraux Rdt ≈ 84 % (2021) ILC = 5,5 m³/j/Km → RURAL ILP = 1 m³/j/Km → SATISFAISANT	9 Km de réseaux Rdt ≈ 68 % (2021) ILC = 15 m³/j/Km → INTERMEDIAIRE ILP ≈ 3,4 m³/j/Km → SATISFAISANT	41 Km de réseaux 7 compteurs généraux Rdt ≈ 75% (2018) ILC = 9,4 m³/j/Km → RURAL ILP = 3,18 m³/j/Km (2018) → MEDIOCRE	13,5 Km de réseaux 5 compteurs généraux Rdt ≈ 75 % (2021) ILC = 5,5 m³/j/Km → RURAL ILP = Non déterminé
<div>Branchmts et abonnés</div>	910 abonnés V facturés ≈ 100 000 m³/an	644 abonnés V facturés ≈ 50 000 m³/an	1200 abonnés V facturés ≈ 115 000 m³/an	228 abonnés V facturés ≈ 28 000 m³/an

MONTELMAR

Production



4 ouvrages de prélèvement :

- **Captage de la Tour (Batie Roland)** : source, débit autorisé de 324 m³/h. Captage prioritaire
- Captage de la Laupie : source, débit autorisé 306 m³/h
- **Captage de la Dame** : 2 puits, débit autorisé 500 + 500 m³/h

→ **Débit total autorisé = 1 630 m³/h**
→ P 108.3 : Indice d'avancement de la protection de la ressource = 71 %
→ **Volume prélevé 2021 = 3 040 182 m³/an**
Plusieurs conventions de vente d'eau : Allan, Ancône, Châteauneuf-du-Rhône, ASF
Volume total exporté 2021 = 101 173 m³/an

Stockage



14 réservoirs de distribution pour un total de stockage de 14 750 m³
2 surpresseurs actuels

Réseau de distribution



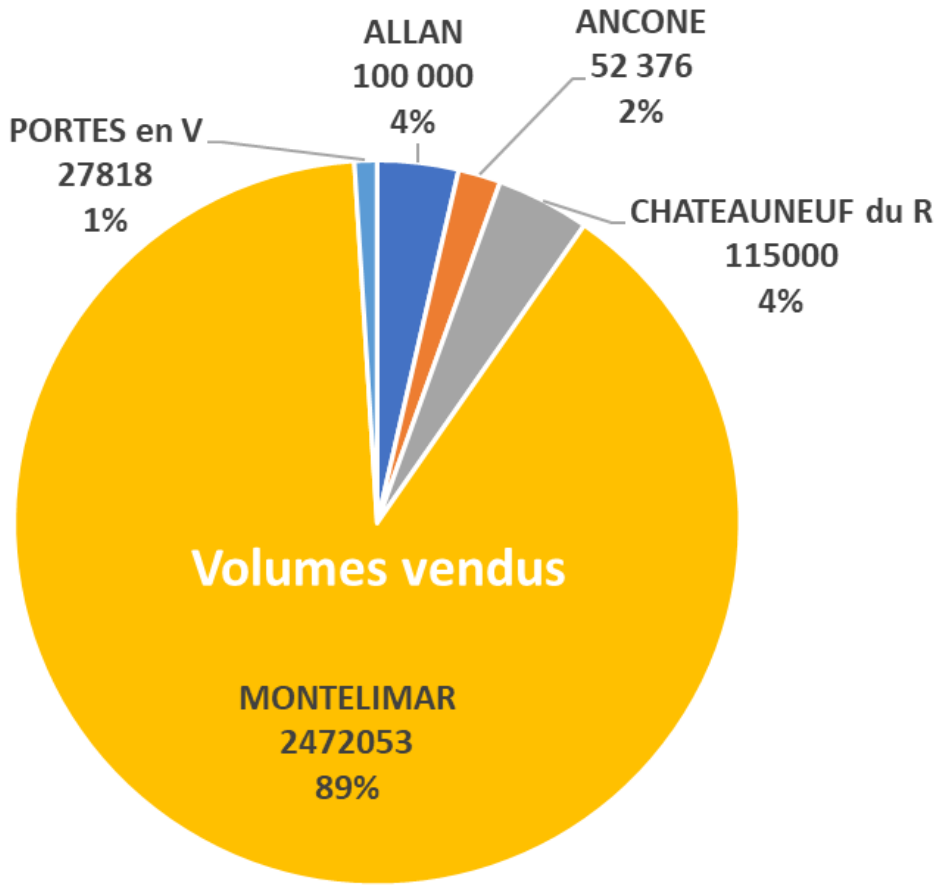
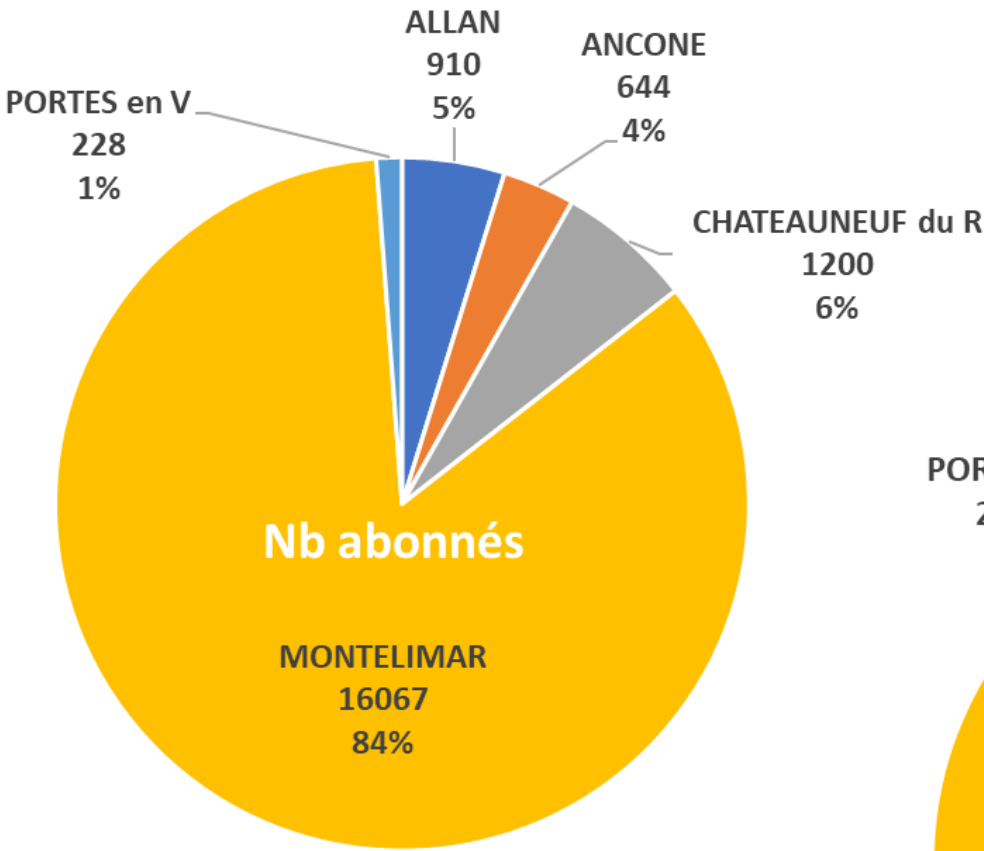
321 km de réseau, majoritairement en fonte (90%), PVC anecdotique (risque CVM limité)
2946 vannes de sectionnement et 403 vidanges / purges / ventouses
48 compteurs généraux, 28 bornes puisage / lavage, 17 réducteurs / stabilisateurs
P 103.2 : Indice de connaissance et de gestion patrimoniale = 100 / 120

→ **ILC = 23 m³/ j / Km : réseaux intermédiaire**
→ **Rdt IDM = 87,9 % > objectif Grenelle 2 = 70%**
→ **ILP = 3,14 m³/j/Km, qualifié « satisfaisant »**

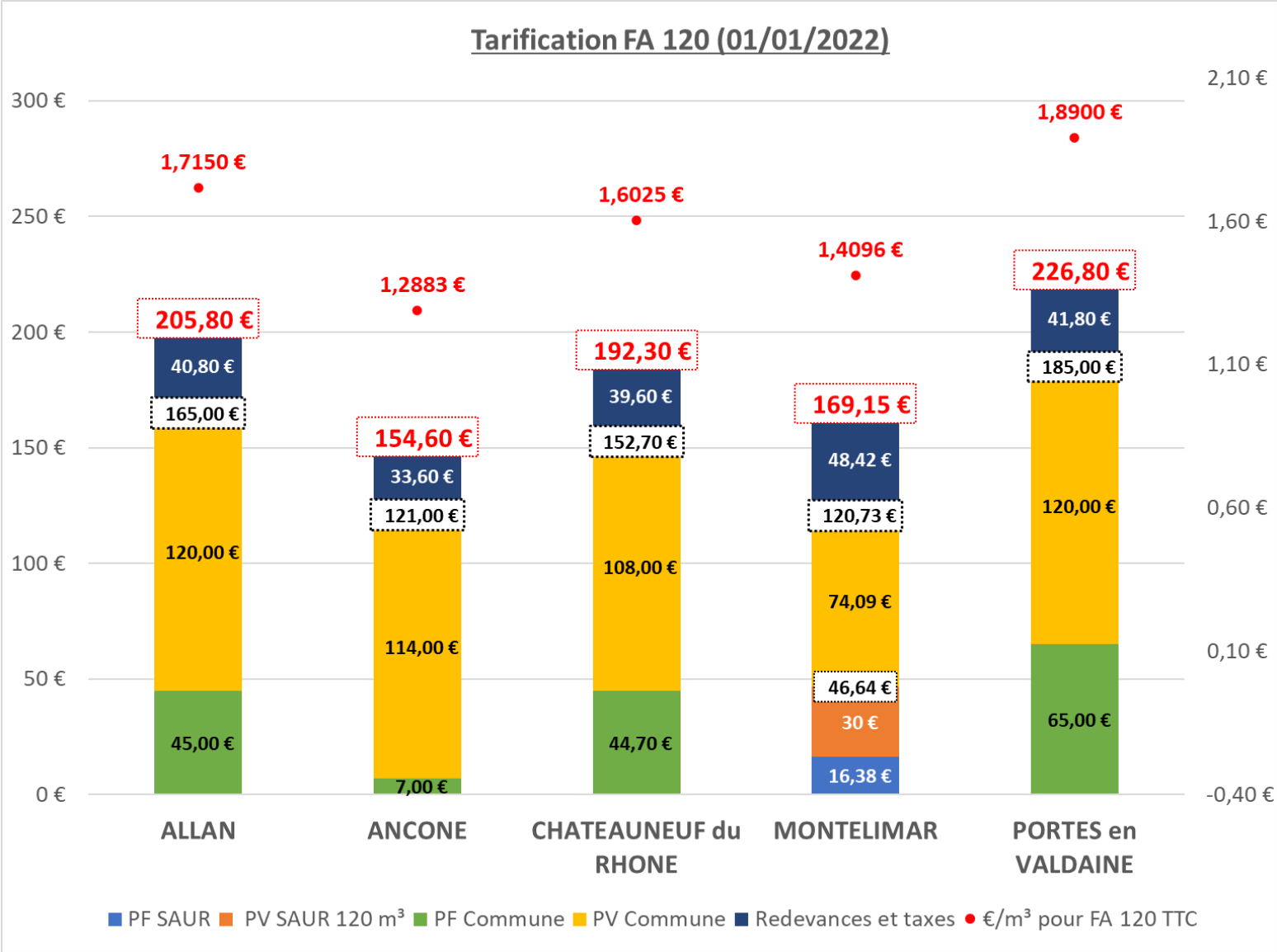
Eau de bonne qualité bactériologique et physico-chimique

Branchements et abonnés

16 067 abonnés pour 44 500 habitants desservis estimés
15 200 branchements dont 194 branchements en plomb
16 067 compteurs avec un âge du parc moyen : **8,6 ans**
Volumes comptabilisés 2021 = **2 472 053 m³**



Les tarifications actuelles



Envoyé en préfecture le 05/04/2023

Reçu en préfecture le 05/04/2023

Publié le



ID : 026-200040459-20230329-2023_03_29_600-DE

2. Présentation des modes de gestion

Rappel du contexte réglementaire fondateur

Article L1 et L2 du CCP (Code de la commande publique)

Les acheteurs et les autorités concédantes choisissent librement, pour répondre à leurs besoins, d'utiliser leurs propres moyens ou d'avoir recours à un contrat de la commande publique.

Sont des contrats de la commande publique les contrats conclus à titre onéreux par un acheteur ou une autorité concédante, pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, avec un ou plusieurs opérateurs économiques.

Les contrats de la commande publique sont les marchés publics et les concessions définis au livre Ier de la première partie, quelle que soit leur dénomination. Ils sont régis par le présent code et, le cas échéant, par des dispositions particulières.

Article L1411-4 du CGCT (Code général des Collectivité territoriale)

Les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1.

Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.

De manière constante, le juge administratif rappelle que les collectivités territoriales disposent d'un pouvoir discrétionnaire pour choisir le mode de gestion (public ou privé) des services publics.

(Conseil d'Etat, 3^{ème} et 5^{ème} sous-sections, 18 mars 1988, M. Loupias et autres c/ Commune de Montreuil-Bellay, req. N° 57.893).

Les services Eau potable sont des services publics à caractère industriel et commercial (cf. article L.2224-11 du CGCT).

Montélimar Agglomération, responsable sur son territoire, peut donc choisir de le gérer selon les modes suivants :

A

Les modes de gestion publique

- La régie dotée de la seule autonomie financière (article L2221-11 et s. CGCT)
- La régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale (article L.2221-10 CGCT)
... avec passation éventuelle de marchés publics de prestations de service

B

Les modes de gestion privée

- Les contrats de concession / « délégations de service public » :
 - La régie intéressée ;
 - L'affermage (concession de service) ;
 - La concession (de travaux) ;

La gouvernance du co-contractant peut dans certains cas être en tout ou partie publique : Société Publique Locale, SEM à opération unique,...

A+B

- Coexistence des deux modes de gestion :
1 périmètre délégué, 1 périmètre en régie

Mode de gestion publique

La gestion en **régie intégrale** est un premier mode de gestion possible (régie dotée de l'autonomie financière ayant ou non la personnalité morale)

Exploitation en régie intégrale

Avantages :

- Maîtrise de la décision et de la gestion quotidienne du service ;
- Maîtrise des tarifs pratiqués ;
- Absence de rémunération particulière (strict équilibre charges / recettes).

Inconvénients :

- Exploitation aux risques de la Collectivité ;
- Capacité souvent peu importante de mutualisation des moyens humains et matériels et de massification des achats (contrats cadres) permettant de réduire les coûts ;
- Difficulté de monter une astreinte en continue et moindre réactivité et moyens dans la réponse aux crises;
- Expertise moindre sur le plan technique et juridique ;
- Difficulté à gérer le service dans son plein potentiel sur la / les premières années.

➔ **Scénario étudié pour l'exploitation du service communautaire de Montélimar Agglomération**

Mode de gestion publique, régie assortie de marchés publics

Exploitation en régie assortie de marchés publics : 2 organisations possibles

Découpage du service en plusieurs « lots » d'exploitation (marchés publics annuels ou pluriannuels)

Avantages pour la collectivité :

- Mise en concurrence régulière sur différents lots → Recherche du meilleur coût pour l'usager.
- Pas de gestion en direct du service.

Inconvénients pour la collectivité :

- Conservation de la responsabilité du service sans prise directe sur l'exploitation.
- Nécessité de disposer en interne d'un personnel pluridisciplinaire pour contrôler la réalisation des prestations, suivre les procédures d'appel d'offres...
- Multiplication des interfaces et dilution de la responsabilité
- Prestataires travaillant dans une logique court terme avec des risques de baisse de qualité de service et de dilution de la chaîne de responsabilité entre les équipes intervenant sur l'exploitation.

➔ Non adapté à l'exploitation de votre service

Recours à un seul prestataire pour l'ensemble du service (« quasi DSP »)

Avantages pour la collectivité :

- Remise en concurrence régulière du prestataire grâce à des contrats de courte durée.
- Pas de gestion en direct du service

Inconvénients pour la collectivité :

- Conservation de la responsabilité du service sans prise directe sur l'exploitation.
- Recouvrement et gestion des recettes par la Collectivité
- Risque de baisse de qualité de service : logique court terme du prestataire, dont la présence est régulièrement remise en cause ; rémunération forfaitaire du prestataire, qui ne peut être indexée sur le résultat de l'exploitation.
- Capacité de « productivité » plus limitée

➔ Non adapté à l'exploitation de votre service

2. Présentation des modes de gestion

Envoyé en préfecture le 05/04/2023

Reçu en préfecture le 05/04/2023

Publié le

ID : 026-200040459-20230329-2023_03_29_600-DE

S²LO 13

Mode de gestion privée

La collectivité peut avoir recours aux moyens et compétences des opérateurs privés à travers :

- La passation de marchés publics par la régie constituée, vu ci-avant
- **Un contrat de concession.**

Le contexte réglementaire d'une concession / délégation de service public est défini par le Code de la Commande Publique, faisant suite à l'Ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et son décret d'application n°2016-86 du 1er février 2016 et aux articles L1411-1 et suivants et R1411-1 et suivants CGCT.

Article L1121-1 du Code de la Commande Publique :

*Un contrat de concession est un contrat par lequel une autorité concédante confie l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un **risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service**, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.*

La part de risque transférée au concessionnaire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement théorique ou négligeable.

Le concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, qu'il a supportés.

2. Présentation des modes de gestion

Le type de contrat retenu (**affermage**, « **concession** », **régie intéressée**) dépendra des objectifs et priorités de la Collectivité et de son service

<u>Concession de travaux</u> → concession « pure »	<u>Concession de service</u> → DSP, affermage	<u>Le contrat de régie intéressée</u>
Le concessionnaire <u>finance, réalise</u> et exploite les équipements (y compris de premier établissement) à ses risques et périls . Il perçoit directement les recettes auprès des usagers.	Le fermier exploite le service à ses risques et périls . Les ouvrages nécessaires à l'exploitation lui sont remis par la collectivité en début de contrat. Il perçoit auprès des usagers une part fermière et une part Coll reversée	Le régisseur exploite le service pour le compte de la collectivité moyennant une rémunération calculée sur le chiffre d'affaires réalisé, fréquemment complétée par une prime de productivité et éventuellement par % du bénéfice.
La collectivité n'apporte aucun moyen financier et délègue la responsabilité de l'exploitation au concessionnaire dont l'intérêt financier est directement lié à la réussite et à la performance du service.	Grande «souplesse» contractuelle : possibilité d'inscrire au contrat un programme d'investissements, des objectifs d'amélioration,... Nécessité d'assurer un contrôle poussé	Lourdeur du contrôle + création d'une régie de recettes et avances. Pas (peu) de transfert des risques sur les recettes Coût de fonctionnement élevé
→ Non adapté, non retenu	→ <u>Scénario étudié</u> pour l'exploitation de votre service	→ Non adapté, non retenu

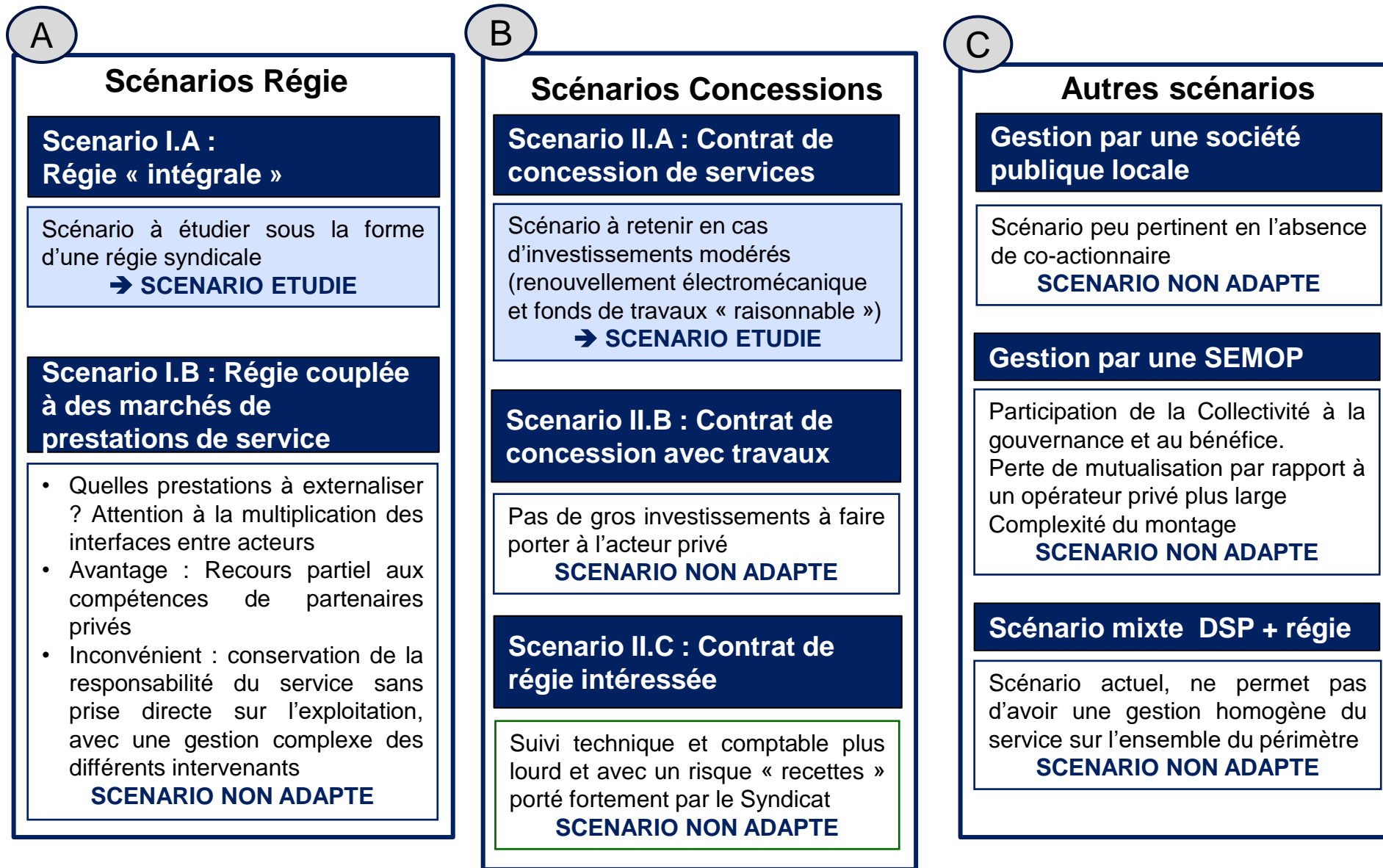
Les autres de gestion possible avec co-contractants institutionnels

En dehors des entreprises privées, différentes formes d’Entreprises Publiques Locales (EPL) incluant une participation publique au capital peuvent se voir confier des contrats de concession (ou de marchés publics) :

	SEML – Société d’Economie Mixte Locale	SPL – Société Publique Locale	SEMOP – SEM à Opération Unique
Texte	Loi du 7 juillet 1983 + loi du 2 janvier 2002	Loi n°2010-559 du 28 mai 2010	Loi n°2014-744 du 1 ^{er} juillet 2014
Actionnariat	Société anonyme avec >2 actionnaires dont au moins 1 privé 50 à 85% de capital public	Société anonyme avec > 2 collectivités territoriales capital 100% public	Société anonyme avec > 2 actionnaires dont 1 collectivité et 1 opérateur économique 34 à 85% de capital public
Procédure d’attribution	Mise en concurrence classique avec possibilité de dispense (entreprise liée)	Pas de mise en concurrence (in house)	Mise en concurrence simultanée du contrat public/privé et de l’entrée au capital
Règles de fonctionnement	Intervention possible pour d’autres clients. Soumise à ordonnance marchés publics	<u>Intervention uniquement pour les actionnaires et sur leur territoire</u> Soumise à ordonnance marchés publics	<u>Intervention exclusive pour le contrat</u> Soumise à ordonnance marchés public si influence dominante des pouvoirs publics
En résumé	Création d’un nouvel acteur économique à capital en partie public	1 régie mutualisée entre plusieurs collectivités	1 société dédiée au contrat avec partage de gouvernance privé/public

➔ Ces modes de gestion ne sont pas adaptés aujourd’hui à la situation de la Collectivité, ces scénarios ne sont pas retenus.

Définition des scénarios pertinents



Envoyé en préfecture le 05/04/2023

Reçu en préfecture le 05/04/2023

Publié le



ID : 026-200040459-20230329-2023_03_29_600-DE

3. Comparaison des modes de gestion

La problématique

Evaluer chaque scenario de gestion du service afin de fournir aux élus une aide à la décision

Scénario 1	Scénario 2
Régie intégrale	Concession

La méthodologie

Evaluer chaque scenario, en fonction de critères identifiés préalablement et des priorités définies

Critères techniques		
Critères liés à la maîtrise du service par la Collectivité	Critères liés à la qualité et la technicité du service	Critères liés à la continuité de service
Critères économiques		
Maîtrise des charges d'exploitation dans la durée	Coût prévisionnel d'exploitation relatif	

Critères de comparaison des modes de gestion et pondération

Critères techniques		
Nombre total de points attribués : 70		
Critères liés à la qualité et la technicité du service	Critères liés à la maîtrise du service par la Collectivité	Critères liés à la continuité de service
Nombre de points : 30	Nombre de points : 20	Nombre de points : 20
Qualité des prestations sur les installations	Maîtrise des conditions d'exécution du service	Gestion des crises
Nombre de points : 15	Nombre de points : 10	Nombre de points : 10
Qualité des prestations relatives à la gestion clientèle	Exposition des élus à la responsabilité civile et pénale	Suivi du programme de renouvellement
Nombre de points : 10	Nombre de points : 6	Nombre de points : 10
Intégration du développement durable et sociétal	Maîtrise de la politique sociale d'exécution du service	
Nombre de points : 5	Nombre de points : 4	

Chaque critère est apprécié sur une échelle de 0 à 5

- 5 Très satisfaisant et très adapté.
- 4 Qualité satisfaisante et bien adapté.
- 3 Mode correcte, adapté
- 2 Faiblesse et mode de gestion peu adapté.
- 1 Faiblesse important, non adapté.
- 0 Rédhibitoire

Critères de comparaison des modes de gestion et pondération

Critères économiques	
Nombre total de points attribués : 30	
Maîtrise des charges d'exploitation dans la durée	Coût prévisionnel d'exploitation
Nombre de points : 10	Nombre de points : 20
	Nombre de points retiré par % d'écart au mode de gestion le moins couteux
	Nombre de point(s) : 0,5


Note totale sur 100 points

Notation du critère

Le critère est évalué par écart entre le coût d'exploitation prévisionnel du mode de gestion évalué et le coût d'exploitation le moins onéreux. La note est égale à la note maximale diminuée de 0,5 point par % d'écart arrondi au dixième.

3. Comparaison des modes de gestion : critères techniques


Envoyé en préfecture le 05/04/2023
Reçu en préfecture le 05/04/2023
Publié le
ID : 026-200040459-20230329-2023_03_29_600-DE

21

Critère lié à la qualité et à la technicité du service		
	Régie intégrale	Concession
<div>Qualité des prestations sur les installations</div> <div>Pondération : 15 points</div>	<p>La constitution d'une équipe pluridisciplinaire est complexe, expertises pointues moins facilement mobilisables (ou prestations à sous-traiter).</p> <p>Sur le long terme, capacité de programmation plus limitée (absence de services supports, retours d'expériences, technologies d'innovation, outils métiers performants, R&D ...)</p> <div>Appréciation : 3</div>	<p>Tous les profils requis sont représentés dans l'équipe ou mobilisables grâce à une mutualisation des fonctions spécifiques (électromécanicien, automaticien, technicien de laboratoire...). Standards d'exploitation en amélioration continue.</p> <p>Très bon niveau d'expertise (services supports et recherche et développement) mais la collectivité a une vision plus limitée de ce qui est réellement fait par son</p> <div>Appréciation : 4</div>
<div>Qualité des prestations relatives à la gestion clientèle</div> <div>Pondération : 10 points</div>	<p>La gestion de la relation clientèle et les missions de facturation / recouvrement sont plus complexes à doter, à optimiser et à orchestrer (logiciel, plateforme d'appel, interface internet, ...)</p> <p>Outils et processus de recouvrement publics moins efficaces.</p> <div>Appréciation : 2</div>	<p>La gestion clientèle dispose d'outils mutualisés puissants (centre d'appels, plateforme internet, ...) pour une meilleure relation avec les abonnés.</p> <p>Processus de recouvrement éprouvés, taux d'impayés moins élevé. Souvent, référent Solidarité en charge des dossiers sensibles (spécialisation des tâches).</p> <div>Appréciation : 4</div>
<div>Intégration du développement durable</div> <div>Pondération : 5 points</div>	<p>Meilleure connaissance des spécificités du territoire et de son réseau de partenaires.</p> <p>Intégration possible d'une démarche DD au quotidien mais nécessite d'avoir une personne qui s'en charge.</p> <p>En revanche, complexité d'innovation.</p> <div>Appréciation : 3</div>	<p>Stratégie générale groupe DD (ISO 14001) et actions / études type.</p> <p>Les concessionnaires peuvent être force de proposition (bilans carbone, énergie verte, ...)</p> <p>Certaines actions globalisées seront moins ciblées sur le territoire, mais plus emprunte d'innovations.</p> <div>Appréciation : 3</div>

3. Comparaison des modes de gestion : critères techniques

Envoyé en préfecture le 05/04/2023
Reçu en préfecture le 05/04/2023
Publié le
ID : 026-200040459-20230329-2023_03_29_600-DE

22


Critère lié à la maîtrise du service par la Collectivité		
	Régie intégrale	Concession
<div>Maîtrise des conditions d'exécution du service</div> <div>Pondération : 10 points</div>	<div>Tous les choix de gouvernance, patrimoniaux et organisationnels sont faits par la régie public qui maîtrise ainsi au plus près toutes les conditions d'exploitation</div> <div>Appréciation : 5</div>	<div>Les conditions d'exécution sont confiées au délégataire, qui a une obligation de résultat et non de moyens. Un affermage assorti d'un contrôle poussé du délégataire semble offrir une maîtrise correcte des conditions d'exécution du service, en particulier avec un reporting cadré et fréquent, pouvant être assorti d'un système de pénalités efficace. Le suivi dynamique du contrat de concession est indispensable avec réalisation de COPIL, réunions techniques... pour une gouvernance partagée</div> <div>Appréciation : 3</div>
<div>Exposition des élus à la responsabilité civile et pénale</div> <div>Pondération : 6 points</div>	<div>En régie "intégrale" la responsabilité repose entièrement sur les élus</div> <div>Appréciation : 1</div>	<div>Le délégataire assume l'exploitation à ses risques et périls ; la collectivité assure la conformité des installations et le renouvellement patrimonial</div> <div>Appréciation : 4</div>
<div>Maîtrise de la politique sociale d'exécution du service</div> <div>Pondération : 4 points</div>	<div>Maîtrise intégrale de sa politique sociale La régie "intégrale" impose à la Collectivité de recruter et former le personnel, assurer le suivi des habilitations, la mise en place d'une astreinte...</div> <div>Appréciation : 5</div>	<div>Mutualisation des compétences, des systèmes d'astreinte maîtrisés, une meilleure évolution du personnel (formation et rémunération). La Collectivité ne maîtrise pas la gestion sociale à l'exception d'éventuelles clauses d'insertion</div> <div>Appréciation : 3</div>

3. Comparaison des modes de gestion : critères techniques

Critère lié à la continuité de service		
	Régie intégrale	Concession
<div>Gestion des crises</div> <div>Pondération : 10 points</div>	<p>Dans la régie "intégrale", plus grande vulnérabilité face aux crises (marchés publics, outils de substitution, pièces de rechange...), argument appuyé en période actuelle.</p> <p>Forte sollicitation des personnels et gestion associée complexifiée : il faut monter une astreinte pluridisciplinaire, ce qui requiert a minima 3 profils agents (et des moyens internes ou externalisés pour les tâches spécifiques type automatisme, électricité...). Les coûts de gestion de crise seront largement majorés car non mutualisés.</p> <div>Appréciation : 2</div>	<p>Déploiement de moyens importants du délégataire en peu de temps. Astreinte fondée sur un personnel mutualisé donc polyvalent et présent en nombre, à tous niveaux, notamment encadrement.</p> <p>Méthodes éprouvées, moyens de communication efficaces</p> <p>...</p> <p>Réseaux de partenaires pour consolider l'astreinte (laboratoire, groupe électrogène...)</p> <p>Il s'agit d'une des plus importantes plus-values de la délégation.</p> <div>Appréciation : 4</div>
<div>Suivi du programme de renouvellement</div> <div>Pondération : 10 points</div>	<p>La Collectivité gère ses installations selon sa propre politique, les opérations renouvellement ne sont pas figées dans le temps et les dépenses adaptables.</p> <p>Les collectivités seront plus affectées par les difficultés d'approvisionnement.</p> <p>A contrario, les montants à dépenser peuvent être décalés et in fine, entraîner un vieillissement du patrimoine.</p> <div>Appréciation : 3</div>	<p>Bon niveau de suivi de l'entretien des ouvrages grâce à des outils de type GMAO.</p> <p>Les clauses contractuelles du renouvellement imposent un rythme de dépenses permettant le maintien du bon état du patrimoine (obligation de dépense ou restitution).</p> <p>Pour les renouvellements, la Collectivité doit rester maître : programme initial à définir conjointement puis ajustements à traiter annuellement en COPIL.</p> <div>Appréciation : 3</div>

3. Comparaison des modes de gestion : critères économiques

Envoyé en préfecture le 05/04/2023
Reçu en préfecture le 05/04/2023
Publié le
ID : 026-200040459-20230329-2023_03_29_600-DE

24

Maîtrise des charges d'exploitation dans la durée

Pondération : 10 points

Maîtrise des charges d'exploitation dans la durée		
	Régie intégrale	Concession
	<p>Les risques et périls et les charges sont supportés par la Collectivité avec plus d'incertitudes sur les approvisionnements (en particulier les réactifs et les pièces), les dérives de coûts sont donc intégralement supportées par la Collectivité.</p> <p>Cette contrainte est majeure dans des situations de marchés tendus...</p>	<p>Les prestations sont fixées avec un prix pour la durée du contrat, le Déléataire fait son affaire des fluctuations éventuelles.</p> <p>La formule de révision est maîtrisée par des indices INSEE et contrôlable.</p> <p>Les performances des politiques achats permettent de sécuriser les approvisionnements et donc de cadrer les dérives en situation de marchés tendus</p>
	Appréciation : 2	Appréciation : 4

Critères financiers : Méthodologie générale de chiffrage

Le chiffrage est réalisé en valeur 2023. Compte tenu des nombreuses hypothèses prises, il ne constitue qu'une estimation, avec une marge d'incertitude importante.

Il s'agit là d'hypothèse de travail visant à comparer l'exploitation selon les 2 modes de gestion étudiés, et non de la stricte définition et quantifications des missions confiées au futur concessionnaire.

Hypothèses et justification de chiffrage

- Les charges de personnel sont établies sur une estimation des volumes horaire nécessaires aux missions d'exploitation confiées, basées sur votre patrimoine et hypothèses de travail
- Les charges d'énergie électrique sont estimées sur la base des consommations actuelles connues et de ratios de consommation, en intégrant une moyenne des coûts actuels pour le tarif unitaire
- Les charges de produits de traitement et d'analyses sont étendues sur le périmètre élargi sur la base des ratios actuels sur la Ville de Montélimar
- Les charges de fournitures et sous-traitance sont estimées sur la base de votre patrimoine, de l'historique des interventions et de différentes hypothèses de travail,
- La contribution économique territoriale (CET) est calculée à 3% de la valeur ajoutée estimée,
- Certaines autres charges sont calculées sur la base de ratios ou estimées sur la base des dépenses actuelles inscrites dans le CARE

3. Comparaison des modes de gestion : critères économiques

Envoyé en préfecture le 05/04/2023

Reçu en préfecture le 05/04/2023

Publié le

ID : 026-200040459-20230329-2023_03_29_600-DE

S²LO 26

Concernant les dépenses spécifiques liées au renouvellements, aux travaux et aux investissements, les hypothèses suivantes sont considérées :

Mise en place d'un fonds de travaux de 150 000 € HT / an pour la mise à niveau des services. Cette dépense récurrente annuelle permettra de financer – après priorisation – des actions utiles à engager sur les différents ouvrages des services, dont les besoins sont variés : comptages généraux, télégestion, sécurité personnel, anti-intrusion, reprise ponctuelle, huisserie, etc....

A ce stade, **le renouvellement est fondé sur :**

- **Renouvellement électromécanique** (programmé et garantie), estimée sur un patrimoine électromécanique total de 2 M€ (*Estimation SAUR 2011 = 1,3M€, actualisé et majorée pour prise en compte des ouvrages des + 4 communes*).
Durée de vie prescrite moyenne de 15 ans, soit **133 k€ / an**
- **Renouvellement de branchements vétustes isolés** : prescription de 40 unités / an (correspondant à une durée de vie moyenne de 450 ans...), soit une enveloppe annuelle de renouvellement liée de **80 k€/an**
- **Renouvellement compteurs** = 1 270 u / an pour un âge de vie moyen de 15 ans, soit une enveloppe annuelle de renouvellement liée de **90 k€/an**

Le renouvellements des ouvrages, des canalisations restent du ressort patrimonial, à la charge de la Collectivité.

3. Comparaison des modes de gestion : critères économiques

Différence de chiffrage entre les 2 scénarios de gestion

- La contribution aux services centraux, les charges de structure locale et la marge sont estimées mais dépendent fortement de l’environnement concurrentiel et structurel sur ce secteur géographique.
- Des distinguos sont faits sur les coûts de fourniture, sous-traitance, en raison de l’avantage compétitif des opérateurs privés (services achats dédiés, volumes achetés et accords cadres négociés)
- Conditions de financements distinguées : fourniture et acquisition à un coût légèrement supérieure en régie mais conditions bancaires meilleures
- Régie : absence d’assujettissement à la CET et absence de frais de structure et de rémunération

Différences de chiffrage	Concession	Régie intégrale	Commentaires
Ecart relatifs de coûts (valeurs relatives)			
Ecart cout électricité		+ 5%	Performance Sce Achats concessionnaires et accordècadre, marché globaux ...
Ecart cout accords cadres (consommables, matériel, ST...)		+ 15%	
Ecart cout sous-traitance locale		+ 10%	
Ecart renouvellement		11%	
Ecart cout véhicules		15%	
Ecart couts travaux et fourniture		+ 15%	
Différences de certaines conditions de financement et d'investissement (valeurs absolues)			
Local et engins	contribution	1,5 M€ investis (20ans à 3%)	investissement initial lourd en régie
Frais de structure	6,0%	Non	Appliqué sur CA, Ø en régie
Assujettissement impots	Oui	Non	Pas d'impôts CFE en régie
Impayés	2,00%	3,5%	Performances recouvrement inférieures
Résultat	4,00%	Non	Pas rentabilité recherchée en régie
Taux de financement	5%	3%	Régie : taux bancaire moindre en régie, indice de confiance bancaires supérieur
Aléas	porté par le résultat	2%	

Critères financiers : Enveloppe estimative des coûts du service

Sur la base des hypothèses faites pour le chiffrage et de l'ambition de qualité de service, les chiffrages selon les scénarios s'établissent à :

	Concession	Régie intégrale
Personnel	552 k€	862 k€
Energie électrique	168 k€	176 k€
Achats d'eau	13 k€	13 k€
Produits de traitement	16 k€	18 k€
Analyses	7 k€	7 k€
Sous-trait., matières et fournitures	310 k€	396 k€
Impôts locaux et taxes	28 k€	0 k€
Autres charges	207 k€	240 k€
Contribution des services centraux	115 k€	0 k€
Investissements domaine CONCEDE	0 k€	101 k€
Investissements domaine PRIVE	16 k€	16 k€
Renouvellement	306 k€	340 k€
Fonds de travaux	150 k€	167 k€
Pertes sur créances irrécouvrables	38 k€	67 k€
Résultat avant impôt	77 k€	0 k€
TOTAL	2 003 k€	2 405 k€

Nombre de points retiré par % d'écart
au mode de gestion le moins couteux

Nombre de point(s) : 0,5

Appréciation concession
➔ 20 points

Appréciation Régie :
Δ€ de +20% soit – 10 points
➔ 10 points

3. Comparaison des modes de gestion : critères économiques

	FUTUR : Ecart Régie vs Concession	
Personnel	<div></div>	310 k€
Energie électrique	<div></div>	8 k€
Achats d'eau	<div></div>	0 k€
Produits de traitement	<div></div>	2 k€
Analyses	<div></div>	0 k€
ST, matières et fournitures	<div></div>	86 k€
Impôts locaux et taxes	<div></div>	-28 k€
Autres charges	<div></div>	33 k€
Contribution des services centraux	<div></div>	-115 k€
Investissements domaine CONCEDE	<div></div>	101 k€
Investissements domaine PRIVE		
Renouvellement	<div></div>	34 k€
Fonds de travaux		
Pertes sur créances irrécouvrables	<div></div>	29 k€
Résultat avant impôt	<div></div>	-77 k€
TOTAL	<div></div>	402 k€

20%

Principaux écarts

- ← Personnel : équipe plus largement dimensionnée en régie (pas de mutualisation et sollicitation ponctuelle ajustée), notamment encadrement
- ← Achats plus chers et appro moins sécurisé
- ← Pas d'impôts
- ← Pas de contribution groupe
- ← Des investissements initiaux conséquents
- ← Achat plus cher
- ← Pertes sur créances supérieures
- ← Pas de rentabilité
- ← In fine, une estimation de surcout de +20%

Focus sur le personnel chiffré

Le déploiement d’une régie implique le **recrutement de personnel, chiffré en ETP plein ou demi-ETP**.
Au vu de la taille de votre service, cette caractéristique est notable dans la mesure où cela renforce considérablement le dimensionnement de l’équipe.

Personnel - Concession de Service Public

Encadrement / services supports
1,5 ETP
Inclus l’encadrement local, les supports techniques, les supports administratifs

Production et réservoirs	1,4 ETP
Exploitation usines :	0,5 ETP
Reprises et réservoirs :	0,5 ETP
<i>Renouvellement :</i>	<i>0,4 ETP</i>

Clientèle terrain	2,4 ETP
Relevé compteurs :	0,8 ETP
Entretien radio /télé -relève	0,1 ETP
Interventions clientèle terra	0,6 ETP
<i>Renouvellement compteurs</i>	<i>0,8 ETP</i>

Réseau Eau potable	2,1 ETP
Recherche de fuite :	0,5 ETP
Réparations fuites :	0,2 ETP
Entretien / suivi réseau :	1,1 ETP
<i>Renouvellement :</i>	<i>0,3 ETP</i>

Clientèle – Administratif	2,6 ETP
Accueil client, facturation,...	

TOTAL : 9,9 ETP (dont 1,5 ETP affecté au renouvellement)
640 k€ de charges de personnel (dont 90 k€ renouvellement)

3. Comparaison des modes de gestion : Organisation

Personnel - Régie

Le dimensionnement proposé reste très limité pour monter une **astreinte solide en permanence**.

La fonction direction est concentrée sur un directeur, sans cadre intermédiaire (responsables production et/ou distribution).

Encadrement / services supports	
5,0 ETP	
1,0 ETP	Directeur régie
0,5 ETP	Secrétaire
1,0 ETP	Responsable Exploitation
1,0 ETP	Responsable administratif et clientèle
0,0 ETP	Agent administratif (comptabilité, paie,...)
0,5 ETP	Agent devis / achats / approvisionnement
1,0 ETP	Agent informatique / SIG/ GMAO

Production et réservoirs	1,5 ETP
Exploitation usines :	0,5 ETP
Reprises et réservoirs :	0,5 ETP
Renouvellement :	0,4 ETP

Mise en place d'une astreinte mutualisée usine et réseau

Clientèle terrain	2,5 ETP
Relevé compteurs :	0,8 ETP
Entretien radio /télé -relève	0,1 ETP
Interventions clientèle terra	0,8 ETP
Renouvellement compteurs	0,8 ETP

Réseau Eau potable	2,5 ETP
Recherche de fuite :	0,5 ETP
Réparations fuites :	0,2 ETP
Entretien / suivi réseau :	1,4 ETP
Renouvellement :	0,3 ETP

Clientèle – Administratif	2,5 ETP
Accueil client, facturation,...	
aidé par le Responsable	
Recouvrement assuré par la Trésorerie	

TOTAL : 14 ETP (dont 1,5 ETP affecté au renouvellement)
950 k€ de charges de personnel (dont 90 k€ renouvellement)

3. Comparaison des modes de gestion : Conclusion

APPRECIATION NOTÉE DES DIFFÉRENTS SCÉNARIOS					
Critères de notation et barème				Scénario 1	Scénario 3
				Régie intégrale	Concession
	Critères liés à la qualité et à la technicité du service	Qualité des prestations sur les installations	15	9,0	12,0
		Qualité des prestations relatives à la gestion clientèle	10	4,0	8,0
		Intégration du développement durable	5	3,0	3,0
		Total	30	16,0	23,0
	Critères liés à la maîtrise du service par la Collectivité	Maîtrise des conditions d'exécution du service	10	10,0	6,0
		Exposition des élus à la responsabilité civile et pénale	6	1,2	4,8
		Maîtrise de la politique sociale du service	4	4,0	2,4
		Total	20	15,2	13,2
	Critères liés à la continuité de service	Gestion des crises	10	4,0	8,0
		Suivi du programme de renouvellement	10	6,0	6,0
		Total	20	10,0	14,0
	Total critères techniques			70	41,2
Critères économiques	Maîtrise des charges d'exploitation dans la durée		10	4,0	8,0
	Coût prévisionnel d'exploitation		20	10,0	20,0
	Total critères économiques		30	14,0	28,0
Note totale			100	55,2	78,2
Classement final			2	1	

Envoyé en préfecture le 05/04/2023

Reçu en préfecture le 05/04/2023

Publié le



ID : 026-200040459-20230329-2023_03_29_600-DE

4. Proposition de choix du futur mode de gestion

4. Proposition de choix du futur mode de gestion

Envoyé en préfecture le 05/04/2023

Reçu en préfecture le 05/04/2023

Publié le

ID : 026-200040459-20230329-2023_03_29_600-DE

S²LO 34

La démarche de choix du scénario et du mode de gestion a été la suivante :

Tout d'abord, un travail préalable par les acteurs de l'Agglomération accompagné par un Cabinet d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage a été réalisé.

Se sont tenues dans ce cadre, plusieurs échanges et concertations, notamment avec l'analyse du contrat actuel sur la Ville de Montélimar et la rencontre des acteurs des 4 communes intégrant le périmètre de réflexion : Allan, Ancône, Châteauneuf-du-Rhone et Portes-en-Valdaine.

Sur cette base, l'étude a alors permis pour les scénarios étudiés :

- D'estimer les ressources humaines nécessaires au service ;
- D'évaluer le compte d'exploitation chiffré afférent ;
- **De conclure sur les avantages et inconvénients des scénarios.**

4. Proposition de choix du futur mode de gestion

Envoyé en préfecture le 05/04/2023

Reçu en préfecture le 05/04/2023

Publié le

ID : 026-200040459-20230329-2023_03_29_600-DE

S²LO 35

Il en ressort :

La gestion directe est un système de gestion purement local, puisque toutes les fonctions sont assurées au niveau de la collectivité elle-même. Ce mode, s'il permet d'éviter l'existence d'un intermédiaire entre la Collectivité et le service, comporte également plusieurs inconvénients dans le cas du service actuel :

- Il nécessite la prise en main rapide de services **technologiques et globalement très hétérogènes, en terme de technicité, de patrimoines, mais également d'historiques, de méthodes déployées et d'outils** ;
- Il implique nécessairement pour la Collectivité d'assumer l'ensemble des **risques de l'exploitation** ;
- Ensuite, les **besoins en moyens humains et matériels seront souvent plus importants**. Une régie aura pour difficulté de mutualiser le personnel et de massifier ses achats (afin d'obtenir des conditions plus favorables en valeurs et conditions d'approvisionnement améliorées)
- De plus, **le sujet de l'astreinte est complexe** en raison du dimensionnement de l'équipe, notamment pour l'encadrement et vis-à-vis des outils et partenaires externes mobilisables.
- Enfin, pour exploiter efficacement le service, la Collectivité devrait assimiler les savoir-faire existants connus des professionnels du secteur impliquant une **prise en main nécessairement plus longue** et occasionnant sur les premiers mois / années des difficultés de gestion et de développement du service à son plein potentiel.

4. Proposition de choix du futur mode de gestion

Envoyé en préfecture le 05/04/2023

Reçu en préfecture le 05/04/2023

Publié le

ID : 026-200040459-20230329-2023_03_29_600-DE

S²LO 36

La Collectivité ne dispose pas, à ce jour, de l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires pour une exploitation en régie. Néanmoins, le scénario de régie intégrale a été étudié.

La complexité de mise en œuvre est accrue par l'hétérogénéité qu'il existe sur les services et les outils dédiés.

La régie devrait alors avoir recours à des prestataires de service (a minima fournitures, quelques sous-traitances, astreinte...), impliquant la passation de plusieurs marchés, au vu du périmètre étudié, engendrant probablement une majoration des coûts.

Ceci n'aurait pas pour effet de transférer les risques commerciaux, d'exploitation, de maintenance ou de renouvellement au prestataire.

La concession permet de faire supporter les risques techniques et commerciaux à un tiers tout en le **responsabilisant vis-à-vis de la qualité globale du service public rendu.**

Les exigences du service en particulier en termes patrimoniaux, d'astreintes et de délais d'intervention, sont plus facilement garanties par un opérateur privé qui a la possibilité de mutualiser ses moyens matériels et humains sur un secteur plus grand, à un coût plus contenu. La mobilisations d'experts sectoriels est facilitée.

Les conditions d'achats permettent également de fiabiliser l'approvisionnement en période d'inflation et de marchés tendus, comme actuellement.

➔ En conséquence, eu égard à la situation de la Collectivité et de ses priorités définies, il apparait que la mise en œuvre d'une régie est moins intéressante que le recours à une gestion déléguée.

Le recours à une concession de service apparaît être un système plus réaliste et plus avantageux pour la Collectivité.

Le choix de la concession est réversible sans qu'il soit constitutif d'une faute pour la Collectivité.

**Dans le cas où la Collectivité retiendrait
la concession de service public ...**

5. Proposition de caractéristiques du futur contrat

5. Proposition de caractéristiques du futur contrat

Envoyé en préfecture le 05/04/2023

Reçu en préfecture le 05/04/2023

Publié le

ID : 026-200040459-20230329-2023_03_29_600-DE

S²LO 38

Les **missions principales** du concessionnaire seront :

- l'exploitation du service sur tout son périmètre (production, distribution),
- l'entretien et les manœuvres courantes, la maintenance de tous les équipements,
- le contrôle et le respect des normes sanitaires,
- **l'astreinte sur le fonctionnement des ouvrages,**
- les contrôles réglementaires,
- la mise en œuvre d'une stratégie d'amélioration des performances des réseaux, avec mobilisation des temps et outils requis,
- les opérations de renouvellement sur les équipements du service,
- la prise en charge d'investissements éventuels,
- le recrutement, la formation et l'encadrement du personnel affecté au service,
- la gestion Clientèle et l'animation de la relation abonnés,
- l'information de la Collectivité (reporting régulier et contrôles).

5. Proposition de caractéristiques du futur contrat

Envoyé en préfecture le 05/04/2023

Reçu en préfecture le 05/04/2023

Publié le

ID : 026-200040459-20230329-2023_03_29_600-DE

S²LO 39

Contrat

- **Périmètre de base : 5 communes, Allan + Ancône + Châteauneuf-du-Rhone + Montélimar + Portes-en-Valdaine**
- Proposition d'une **durée de 6 ans, du 01/01/2025 au 31/12/2030**
- **2 options pour l'extension du périmètre à 2 communes :**
 - Option 1 : intégration du service de Marsanne
 - Option 2 : intégration du service de Rochefort-en-Valdaine
- Variante refusée

Mission d'exploitation et travaux du concessionnaire et renouvellement

- Le concessionnaire devra assurer notamment les travaux d'entretien et de réparation,
- Il sera en charge de programmer une stratégie de renouvellement (*hors modification de la réglementation*), avec la mise en place d'un compte de renouvellement (engagement de dépenses et programme de réalisation de travaux) et d'une garantie,
- Retour à la Collectivité du solde positif du compte en fin de contrat.
- Renouvellement des compteurs (objectifs < 15 ans)
- Renouvellement de 40 branchements vétustes isolés par an
- Déploiement d'une stratégie de mise à niveau des services, au travers un fonds dédié.

Régime des responsabilités

- Le concessionnaire gère le service à ses risques et périls.
- **Il est responsable du bon fonctionnement des ouvrages et de la continuité du service. Il réalise les interventions d'urgence 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.**
- Le concessionnaire a l'obligation de couvrir ses responsabilités par la souscription d'une ou plusieurs polices d'assurance de responsabilité civile, de dommages aux biens et/ou à l'environnement.

5. Proposition de caractéristiques du futur contrat

Envoyé en préfecture le 05/04/2023

Reçu en préfecture le 05/04/2023

Publié le

ID : 026-200040459-20230329-2023_03_29_600-DE

S²LO 40

Contrôles et sanctions

- Sanctions ciblées et applicables sous forme de **pénalités**,

Révision

- **Clauses de révision** du contrat adaptées au contexte et aux missions confiées

Dispositions tarifaires et fiscales

- Les tarifs prévus doivent figurer dans le contrat.
- La tarification doit respecter le principe de l'égalité entre les usagers.
- La grille tarifaire sera définie et validée par la Collectivité, pendant la consultation, sur la base des offres remises puis des négociations engagées
- Généralement, il est convenu dans le contrat que le concessionnaire collecte et reverse la surtaxe à la Collectivité. Il est donc indiqué le calendrier et le délai de reversement de ces recettes.

Gouvernance et compte-rendu d'activité

- Présentation de comptes rendus annuels (rapports d'activités et les comptes rendus financiers). Ils permettent le contrôle du concessionnaire et assurent la transparence de la gestion.
- Afin de renforcer le rôle de contrôle de la Collectivité, le contrat comprendra plusieurs clauses spécifiques (comité de pilotage, reporting, etc.)

5. Proposition de caractéristiques du futur contrat

Envoyé en préfecture le 05/04/2023

Reçu en préfecture le 05/04/2023

Publié le

ID : 026-200040459-20230329-2023_03_29_600-DE

S²LO 41

Le code de la Commande publique impose de recourir à une procédure dite « **formalisée** » (avec contraintes de délais et de publicité supplémentaires à respecter) au dessus d'un seuil de :

➔ **5 382 000 €**

(JOUE du 9 décembre 2021, pour les années 2022 et 2023)

Il convient donc à ce stade d'estimer la valeur du contrat à venir sur sa durée :

- Pour une année, les recettes projetées peuvent être estimées de l'ordre de 2 M€HT/an,
- Ainsi, pour une durée de 6 ans, le chiffre d'affaire cumulé sera de l'ordre de 12 000 000 € HT soit supérieur au seuil précité.

➔ **Dans le cas de la concession de service de l'eau potable de Montélimar Agglomération, sur le périmètre défini, il est nécessaire de recourir à une procédure formalisée.**

Envoyé en préfecture le 05/04/2023

Reçu en préfecture le 05/04/2023

Publié le



ID : 026-200040459-20230329-2023_03_29_600-DE

ANNEXES

Envoyé en préfecture le 05/04/2023

Reçu en préfecture le 05/04/2023

Publié le



ID : 026-200040459-20230329-2023_03_29_600-DE

Détails 2 types de régies

Mode de gestion publique : la régie dotée de l'autonomie financière ayant ou pas la personnalité morale

Pour assurer la gestion du service public avec **des moyens dédiés** (moyens techniques, humains et financiers), la Collectivité peut opter pour :

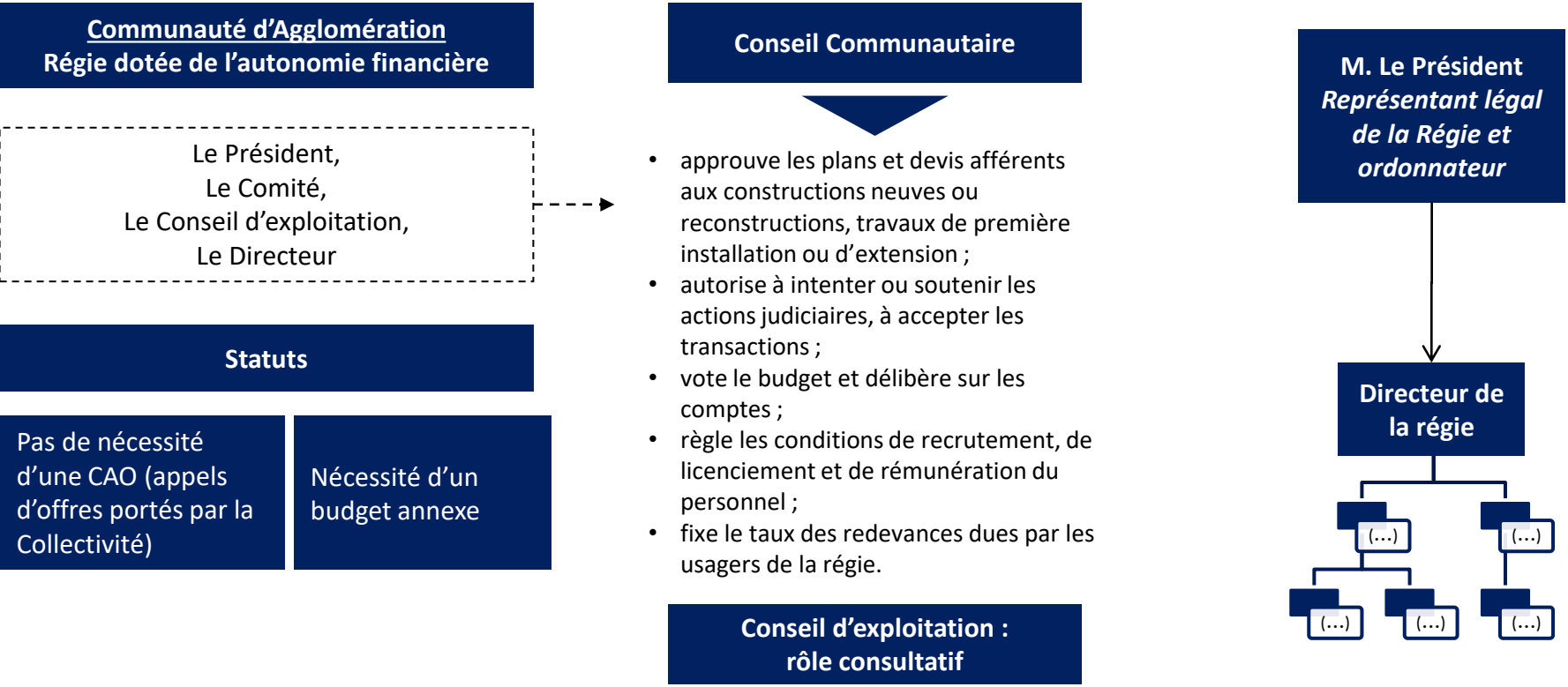
- la régie dotée de la seule autonomie financière (article L2221-11 et s. CGCT)
- la régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale (article L.2221-10 CGCT)

Un certain nombre de dispositions prévues par l'article R.2221-1 et s. du CGCT sont communes à ces deux formes de régie.

Dispositions communes aux régies à personnalité morale et autonomie financière et aux régies dotées de la seule autonomie financière

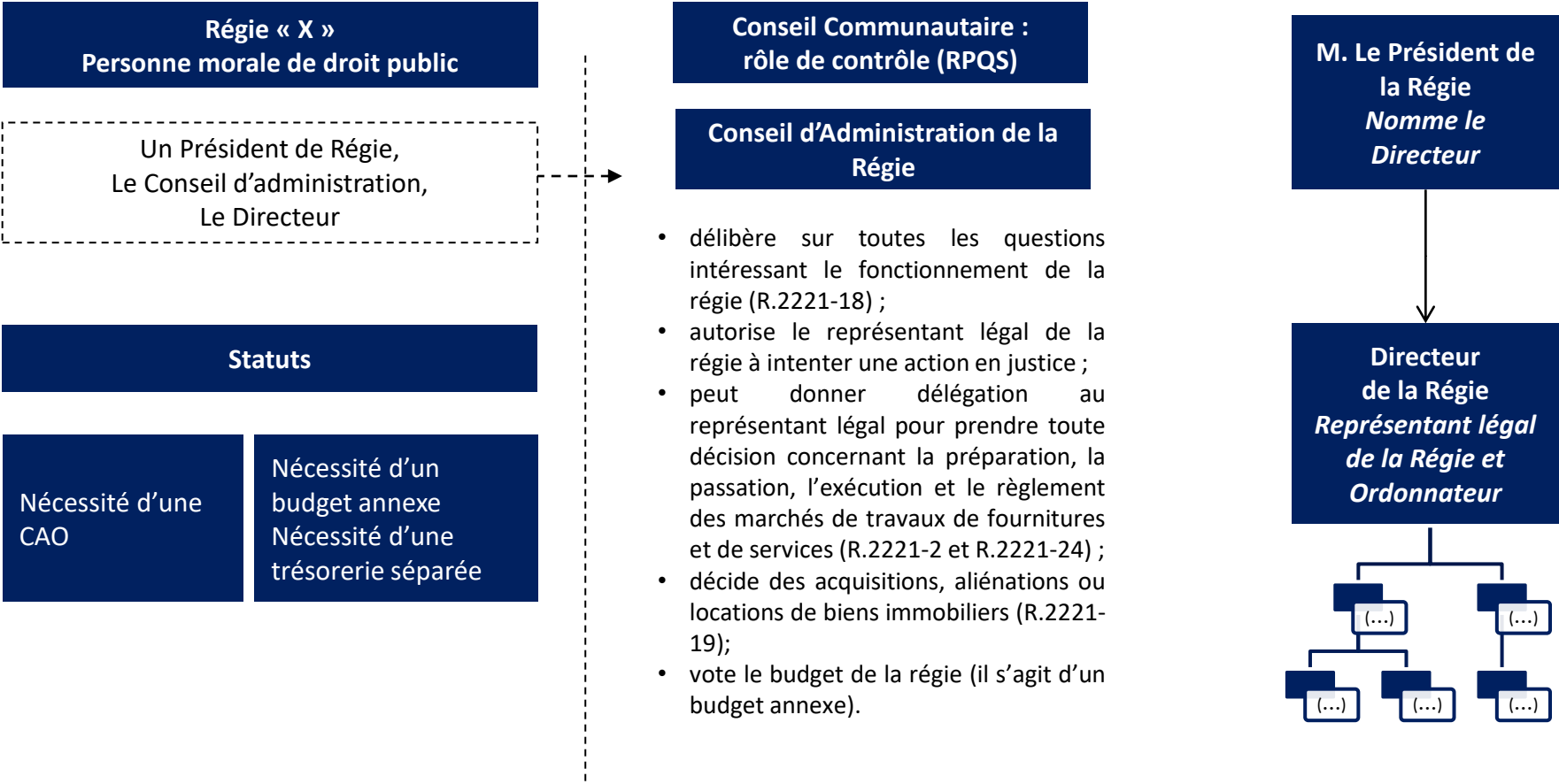
- **Création par une délibération de l'assemblée délibérante qui fixe les statuts de la régie et le montant de la dotation initiale** (R.2221-1). La dotation initiale représente la contrepartie des créances ainsi que des apports en nature ou en espèce effectués par la collectivité locale de rattachement, déduction faite des dettes ayant grevé leur acquisition. La dotation s'accroît ensuite des apports ultérieurs, des dons et des subventions et des réserves (R.2221-15). La fin de la régie s'effectue de même par une délibération du comité syndical.(R.2221-16 et -17) ;
- **Organes de gestion** (R.2221-2 et -3) :
1 président + 1 directeur + 1 conseil d'administration en régie à personnalité morale et autonomie financière / 1 conseil d'exploitation en régie dotée de la seule autonomie financière.
- **Statuts** (R.2221-4) : ils fixent les règles générales d'organisation du conseil d'administration ou du conseil d'exploitation (nombre de membres, durée des fonctions, mode de renouvellement, quorum,...) ;
- Les **membres des conseils d'administration et des conseils d'exploitation** sont désignés par le comité sur proposition du Président (R.2221-5). Leur nombre ne peut être inférieur à 3 (R.2221-4) et les élus de l'assemblée délibérante doivent détenir la majorité des sièges (R.2221-6). Les membres des conseils sont soumis à un régime d'incompatibilité des fonctions (R.2221-8).
- Le **Président** est élu par le conseil d'administration ou le conseil d'exploitation parmi ses membres. Il doit réunir le conseil au moins tous les trois mois et arrêter l'ordre du jour des réunions. Il dispose d'une voix prépondérante en cas de partage égal des voix (R.2221-9).
- Le **directeur** est soumis à un régime d'incompatibilité des fonctions et mandats (R.2221-11). Il ne peut exercer certains mandats électifs (sénateur, député, conseiller départemental, communautaire,...) ni être membre du conseil d'administration ou du conseil d'exploitation de la régie. Il assure le fonctionnement des services de la régie.

1^{ère} possibilité : la régie dotée de la seule autonomie financière, de façon à éviter la création d'une structure supplémentaire



- Le concessionnaire sortant prévoira certainement le transfert d'agents. La régie ne devra donc recruter que les agents manquants pour assurer l'exploitation du service.
- **Le personnel de la régie est employé sous un statut de droit privé, à l'exception du Directeur et du comptable.**
- **A noter, l'absence d'application de la convention collective, et l'absence d'accords collectifs relevant du code du travail.**

2^{ème} possibilité : la régie dotée également de la personnalité morale



- Le concessionnaire sortant prévoira certainement le transfert d'agents. La régie ne devra donc recruter que les agents manquants pour assurer l'exploitation du service.
- **Le personnel de la régie est employé sous un statut de droit privé, à l'exception du Directeur et du comptable.**
- **Application de la convention collective, et négociation des accords collectifs (article L.2261-14 du Code de Travail).**

Envoyé en préfecture le 05/04/2023

Reçu en préfecture le 05/04/2023

Publié le



ID : 026-200040459-20230329-2023_03_29_600-DE

Récapitulatif des caractéristiques majeures selon les modes de gestion

Récapitulatif des éléments majeurs : Principe, Durée, Procédure

Mode de gestion	Principe	Durée	Procédure
Régie Autonome / personnalisée	Gestion par la Collectivité du service public	Illimitée	Création Régie et passation des Marchés publics nécessaires
Régie avec marché public (selon répartition)	Gestion du service par la Collectivité avec sous-traitance d'une partie des tâches à un(des) prestataire(s) privé(s)	Durée du marché réduite (jusqu'à 6 à 8 ans maximum)	Création Régie et passation des marchés publics nécessaires
Concession de service public Affermage / Concession / Régie intéressée	Exploitation du service par un concessionnaire à ses risques et périls, les investissements restant à la charge de la Collectivité (sauf volet concessif)	Durée à définir et à justifier au vu des investissements et renouvellements portés (maxi 20 ans)	Ordonnance concessions + L1411-1 et suivants CGCT (durée procédure env 1 an)

Pour les contrats de concession, la durée du contrat n'excède pas le temps raisonnablement escompté par le concessionnaire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation des ouvrages ou services avec un retour sur les capitaux investis, compte tenu des investissements nécessaires à l'exécution du contrat.

La durée peut être proportionnée aux charges qui ont été transférées au concessionnaire, sans dépasser une durée maximale de 20 ans.

Récapitulatif : qui porte le risque ?

Mode de gestion	Risque Investissement	Risque Exploitation	Risque recettes
Régie Autonome / personnalisée	Collectivité	Collectivité	Collectivité
Régie avec marché public (selon répartition)	Collectivité	Prestataire	Collectivité
Concession de service public Affermage / Concession / Régie intéressée	Collectivité ou concessionnaire (concession)	Concessionnaire	Concessionnaire (sauf régie intéressée)